

LA CULTURE selon Emmanuel Macron. Grand entretien pour classiquenews

Emmanuel Macron, grand entretien. NI DE DROITE NI DE GAUCHE, QUELLE CULTURE POUR LA FRANCE ? LA CULTURE selon Emmanuel Macron. Le candidat à l'élection présidentielle 2017, qualifié au second tour



de l'élection présidentielle, grand lecteur et amateur de musique pour piano, a répondu aux questions de CLASSIQUENEWS. Le candidat ni droite ni gauche entend réformer en profondeur la culture en France, en la rendant plus accessible et plus exigeante. Réviser le fonctionnement du ministère de la culture, renforcer la place de la langue française, renouveler l'idée d'une culture en Europe avec les projets d'un Erasmus de la culture et d'un Netflix européen, entre autres... sont autant de points de réflexion et de sujets à réformer et à construire. Pour l'amateur d'opéra, admirateur entre autres de Rossini et de JS Bach, les chantiers culturels nouveaux sont nombreux... Après [Alain Juppé, interrogé également au moment de la Primaire de la Droite](#), grand entretien exclusif avec Emmanuel Macron.

Quelles valeurs selon vous, la culture doit-elle préserver et transmettre ?

Votre question est fondamentale. La culture est constitutive de la formation d'un individu et de toute société. La culture est indissociable des valeurs de liberté, d'émancipation et d'ouverture au monde. Quand on encourage la création, on encourage cette part de rêve qui est en chacun de nous, mais aussi une manière de tout réinventer et de penser son rapport à l'autre. Je souhaite renouer avec le projet fondateur de Malraux, qui était de « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible », pour que chacun ait en partage une culture commune. Enfin, la culture est indispensable à l'exercice de la démocratie : elle est la condition de l'accès à une pensée libre et critique, hors de laquelle il n'est pas de véritable citoyenneté.



En quoi la culture peut-elle avoir un rôle sociétal ?

La culture a plus qu'un rôle sociétal. La culture, c'est ce qui nous rassemble et ce qui fait de nous un peuple, avec la langue française. C'est ce qui appartient à chacun et en même temps ce qui relie les individus les uns aux autres. C'est aussi ce qui singularise un peuple dans la grande aventure de l'histoire des civilisations.

En France, les attentats qui ont profondément choqué notre société se sont attaqués aux symboles de l'identité française et à des lieux de culture : un journal, un musée, une salle de concerts, un moment de fête autour du 14 juillet. Nous devons tout faire pour que notre culture, diverse et foisonnante, ouverte sur le monde, soit préservée et accessible à tous. C'est pourquoi mon projet politique est d'abord un projet culturel. Toute politique culturelle doit être au service du développement de notre pays, de l'épanouissement des individus qui y vivent, et du rayonnement de la France en Europe et dans le monde.

Un exemple concret d'une politique culturelle exemplaire pour vous ?

Je prendrai l'exemple de la politique du livre et de la lecture. La production éditoriale française est remarquable à la fois en raison de sa richesse, de la créativité dont elle témoigne et de sa diversité. Sur l'ensemble du territoire, au sein d'un réseau dense de détaillants où se côtoient grandes

enseignes et librairies indépendantes, mais également dans les nombreuses bibliothèques publiques, des professionnels de la médiation font vivre au quotidien cette production. Le dynamisme du livre en France produit indiscutablement du lien et de l'appartenance commune.

Ce paysage culturel, bâti sur le talent de nos auteurs, ne tient toutefois ni du hasard ni d'une nécessité historique. Il est aussi le fruit d'une politique volontariste des pouvoirs publics, poursuivie en dépit des alternances, et du dynamisme des acteurs de la chaîne du livre. Le marché du livre est relativement préservé en comparaison d'autres industries culturelles. Il n'en faut pas moins veiller à sa conforter les piliers de la politique du livre, en garantissant l'intégrité du droit d'auteur, le maintien du prix unique du livre, qui est un modèle de régulation depuis la loi Lang de 1981, et du taux de TVA réduit.

Y a-t-il un projet culturel, un type d'événement culturel qui n'existe pas encore auquel vous pensez et que vous aimeriez demain défendre ?

Nous avons la chance, dans notre pays, d'avoir un nombre exceptionnel d'équipements, de projets et d'événements culturels. Notre diagnostic, c'est qu'il n'existe pas aujourd'hui d'insuffisance d'offre culturelle. Mais qu'il faut s'intéresser davantage à la demande : en donnant le goût et l'envie de la culture à tous, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.

C'est la raison pour laquelle je défends deux projets concrets : le premier, c'est que 100% des enfants aient accès aux actions d'éducation artistique et culturelle, contre moins de la moitié aujourd'hui. Cela doit passer par des actions

dédiées, pendant les temps scolaire et périscolaire. Le second c'est le Pass Culture : cette application numérique permettra à tous les jeunes de 18 ans, qui sont aujourd'hui les grands oubliés de la politique culturelle, d'acquérir des biens et services culturels à hauteur de 500 euros – des tickets de cinéma, des billets pour des expositions, des livres, des places de théâtre, de concert, d'opéra. C'est une véritable transformation : il faudra déployer des actions d'accompagnement et de médiation pour donner envie aux jeunes, mais, pour la première fois, nous laisserons le choix aux jeunes, l'Etat ne sera pas prescripteur. C'est un acte de confiance dans toute une génération et une incitation, pour les établissements culturels, à s'adresser plus spécifiquement aux jeunes et à leur donner envie de profiter d'une offre adaptée.

Vous défendez un positionnement que vous revendiquez comme « ni droite, ni gauche » ? Comment cela se traduit-il dans la politique culturelle ?

La culture, elle non plus, n'est ni de gauche ni de droite. J'entends parfois dire qu'une politique culturelle « de gauche » devrait soutenir la création, quand une politique « de droite » devrait s'intéresser d'abord au patrimoine. Quelle opposition stérile ! La culture, c'est tout à la fois le passé, le présent et le futur de notre pays. Elle s'appuie sur notre patrimoine, qu'il faut préserver et continuer à rénover grâce à des moyens pérennes et diversifiés. Elle se nourrit des artistes vivants, des auteurs, des créateurs qu'il faut continuer à soutenir car ils construisent l'avenir de notre pays. La création d'aujourd'hui, c'est le patrimoine de demain.

Quelles sont vos propositions pour la politique culturelle en France ?

D'abord l'accès à la culture et aux pratiques artistiques. Voilà la clé de voûte et l'objectif prioritaire. Pour atteindre cet objectif il faut commencer tôt, dès l'école. C'est pourquoi nous encouragerons les pratiques culturelles et artistiques dès le plus jeune âge, car c'est dans les premières années de la vie que se crée le désir de culture. Un effort a été engagé depuis quelques années, mais il faut aller plus loin, plus vite.

Ensuite, il faudra préserver mais aussi renouveler le modèle français de création culturelle. Nous savons qu'il a produit des résultats magnifiques : notre pays est réputé pour ses monuments, ses musées et ses institutions culturelles, la vitalité de sa création et aussi pour ses festivals et ses filières d'excellence. On pourrait aussi citer le soutien au cinéma. Mais nous savons aussi que ce modèle est en train de s'essouffler. Des déserts culturels subsistent en France : trop d'entre nous sont laissés au bord de la route. Et le numérique, s'il offre d'inépuisables possibilités d'accéder aux œuvres, fragilise l'édifice patiemment construit pour soutenir la création artistique et culturelle. C'est ce modèle qu'il faut repenser et refonder.

Enfin, j'entends redonner du sens à l'idéal européen en plaçant la culture au cœur des politiques européennes. Il faut se rendre à l'évidence : les citoyens européens n'ont pas aujourd'hui le sentiment de faire partie d'une même communauté. On raconte que Jean Monnet disait à propos de la construction européenne : « si c'était à refaire, je commencerais par la culture ». C'est bien ce que j'entends proposer à nos partenaires, pour faire de la culture un enjeu

prioritaire de refondation de l'Europe. C'est pourquoi j'ai lancé l'idée de convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement européens pour réaffirmer le rôle central de la culture pour une Europe durable, proche de ses citoyens, et décider des grandes orientations pour donner corps à l'Europe de la culture.

Quels sont les domaines qui doivent être impérativement réformés ?

Il faut avoir le courage de certaines réformes. L'administration du ministère de la culture doit évoluer, vers plus d'agilité, plus de partenariat avec les grands établissements culturels et une relation durable avec les collectivités territoriales. L'audiovisuel public suscite également des interrogations : sa gouvernance est inadaptée, son organisation éclatée et ses moyens dispersés. Voilà un des chantiers auxquels devra s'atteler la ou le futur ministre de la culture et de la communication.

Lors d'un discours à Reims le 17 mars, vous avez tenu à replacer la culture dans le projet global de l'Europe. « Défendre la langue française, c'est reconnaître que l'Europe est un espace de culture », avez-vous déclaré. L'« Erasmus de la culture », le « Netflix européen » ou la généralisation du Pass Culture au niveau européen semblent aller dans ce sens. Pouvez-vous développer ?

L'Europe est d'abord et avant tout un espace culturel : c'est

la culture qui est au fondement de cette identité européenne. Aujourd'hui c'est aussi par la culture qu'il faut refonder l'Europe. Cela passe par plusieurs initiatives. Je proposerai de convoquer un sommet des chefs d'État et de gouvernement européens sur la culture, pour mobiliser tous les pays et poser les fondations. Je proposerai aussi de lancer un « Erasmus de la culture », pour favoriser la circulation des artistes, des commissaires d'exposition, des professionnels de la culture et créer ainsi une dynamique internationale, encourager les coproductions et la diffusion en Europe. La production et la distribution des œuvres au niveau européen est aussi importante : je soutiendrai le projet d'un « Netflix européen », qui pourrait réunir acteurs publics et privés pour constituer une proposition innovante face aux grandes plateformes numériques, dont aucune n'est européenne.

Vous aviez déclaré qu'il « n'y avait pas une culture française mais une culture en France », des propos qui avaient suscité la polémique. Vous êtes revenu sur ces déclarations dans une tribune au Figaro pour parler d'un « fleuve nourri de confluents nombreux ». Pourriez-vous clarifier votre position ?

Mes propos ont été déformés par mes adversaires, qui passent d'ailleurs plus de temps à dire du mal de moi qu'à défendre leurs propres thèses. J'ai répondu à une question simple : pourquoi sommes-nous un peuple ? Et j'ai dénoncé ceux qui tentent de réduire le peuple à une lignée, à une religion, à un corpus d'œuvres et d'auteurs. Mais j'ai aussi dénoncé ceux qui prétendent renier et dissoudre la Nation française, ceux qui croient à des particularismes indépasseables et s'enferment dans le repli, le déni, ce communautarisme qui est l'autre nom

du ghetto.

Si les Français forment un peuple, ce n'est pas parce qu'ils partagent une identité figée et rabougrie. Le fondement de la culture française, c'est l'ouverture, l'aspiration à l'universel, au neuf, à l'imprévu, à l'inconnu. L'identité promue par les réactionnaires, c'est l'invariance, la sèche continuité. « En art, il n'y a pas d'étrangers », disait Brancusi. C'est pourquoi je pense que l'on ne peut pas réduire les richesses de la culture française à un visage unique, à une parole univoque, à une histoire uniforme. Elle est un fleuve nourri de confluent nombreux, la rencontre de la tradition et de la modernité. La France est plus qu'une somme de communautés. Elle est cette idée commune, ce projet partagé, dans lesquels chacun, d'où qu'il vienne, devrait pouvoir s'inscrire.

Vous avez proposé diverses mesures, telles que le Pass Culture ou la prise en charge par l'Etat de l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques les soirs et week-ends. A combien chiffrez-vous ces dépenses ?

Je veux tout d'abord être clair sur un point : l'effort public en faveur de la culture sera maintenu pendant tout le quinquennat. Pas un euro ne sera retiré du budget du ministère de la culture. L'ensemble des mesures de mon programme sont financées, notamment par des économies et des redéploiements. S'agissant du Pass Culture, il sera cofinancé avec les acteurs bénéficiant de la distribution des œuvres et par une contribution volontaire des géants du numérique qui bénéficient le plus de cette diffusion.



La fameuse « Loi Macron » comme on l'appelle a eu des conséquences sur divers domaines culturels et suscité les critiques. Laisser la possibilité à certaines enseignes d'ouvrir le dimanche pénaliserait les librairies

indépendantes. Les plateformes d'enchères en ligne pour le marché de l'art se sont quant à elle attirées les foudres des commissaires-priseurs. Que répondez-vous à ces critiques ?

La loi permettant l'ouverture de certains commerces le dimanche encadre strictement cette possibilité, puisque les autorisations sont débattues au niveau intercommunal, pour limiter la concurrence non souhaitée. Sur l'accès à la culture, je n'opposerai personne. Libraires, grands distributeurs, acteurs du numérique ont tous un rôle dans le rayonnement de la culture et sa diffusion.

Mais je suis très attaché à ce qu'on préserve un tissu de librairies indépendantes, garant de la diversité culturelle. Ces établissements font vivre les centre-ville et constituent une des scènes où le livre trouve de nouvelles voies pour se donner au public (lectures, rencontres musicales, débats...). C'est pourquoi il convient de défendre résolument le principe du prix unique du livre, y compris dans l'univers numérique, où il peut être remis en cause. Et aussi de poursuivre l'effort en faveur des librairies.

Le « Pass Culture » que vous proposez, soit 500 euros offerts à chaque jeune à ses 18 ans, a rencontré un succès mitigé en Italie. Benoît Hamon a lancé une proposition assez similaire, appelée « passeport culturel ». Vous aviez aussi émis l'idée de mettre à contribution les GAFA – Google, Apple, Facebook, Amazon – pour le financer. Cela ne risque-t-il pas d'être difficile à mettre en œuvre ?

Le Pass Culture démarre seulement en Italie et les premiers retours témoignent du succès du dispositif auprès des jeunes. Il faudra bien entendu encadrer son utilisation, pour faire en

sorte que les jeunes soient guidés et accompagnés vers des œuvres différentes de leur usage habituel et vers la création émergente. Il s'agit d'une application numérique et réservée aux jeunes de 18 ans qui seront eux-mêmes prescripteurs. Ce projet doit être porté et suivi. Et nous nous inspirerons de l'expérience de nos voisins pour une mise en œuvre réussie de cette idée qui me tient à cœur. Quant à la contribution des GAFA au financement de la culture, c'est une évolution incontournable compte tenu de leur place actuelle et à venir dans la distribution des œuvres.

On sait que vous aimez l'art lyrique. Pour vous quelles seraient les mesures à appliquer pour développer le public de l'opéra, qui semble s'enfermer dans une élite?

Ce ne sont pas la musique classique ou l'art lyrique qui sont élitistes : ce sont les usages que nous en avons faits. Tout devra être mis en œuvre pour lutter contre les cloisonnements qui peuvent affecter le spectacle vivant et en particulier la musique classique et l'opéra. L'éducation artistique et culturelle à l'école et le Pass culture pour les jeunes de 18 ans sont un des moyens d'y parvenir : les établissements culturels auront l'occasion de s'adresser à un public spécifique, et devront leur proposer une offre adaptée et susceptible de les intéresser dans la durée. Des jeunes qui ne sont jamais allés à l'opéra pourront, grâce aux actions de sensibilisation et d'accompagnement, s'imprégner davantage de musique classique et, pour certains, développer une vraie passion.



D'autres pistes sont à explorer, comme introduire, y compris

dans des productions « classiques », des artistes ou des genres émergents issus notamment de la diversité ; expérimenter des formes de spectacles favorisant la participation des publics ; faire en sorte que les établissements culturels soient davantage des lieux de vie ; multiplier des initiatives de sensibilisation des jeunes, à travers notamment l'emploi des ressources numériques. Il nous faut investir le numérique de façon plus massive, il peut nous permettre de réduire la distance, d'amener à chacun le meilleur de la production artistique.

Il faudra également multiplier les expériences hors-les murs pour **toucher de façon plus volontariste les publics défavorisés** ou vivant dans des quartiers populaires. Des initiatives comme Dix mois d'Opéra, portés par l'Opéra de Paris ; Orchestre à l'école ; ou Démos, menée par la Philharmonie de Paris sur l'ensemble du territoire national, doivent être encouragées et démultipliées pour que les enfants ne soient plus assignés à résidence. Il faut également développer **les pratiques musicales à l'école**, à l'instar de nos voisins européens. Vous le voyez : ce n'est pas la nature de l'offre artistique qui est en cause mais bien l'accès à la culture.

Quelles seraient vos propositions pour le soutien aux maisons d'Opéra et Scènes Nationales?

La situation que doivent gérer nos institutions de spectacle vivant est tendue. Mais nous n'avons pas suffisamment mis l'accent sur la diffusion des spectacles. L'augmentation du nombre de représentations et la recherche de nouveaux publics et de nouveaux moyens de diffusion devront être des priorités. Le ministère de la culture aura aussi pour mission d'ouvrir un

dialogue constructif avec les collectivités territoriales, région par région. Ce sera l'occasion d'**établir un état des lieux** et de poser des axes prioritaires qui permettront de **conforter les moyens de production et de d'étendre la diffusion**.

Plus personnellement, quelle est votre compositeur et/ou opéra préféré? Avez-vous un coup de foudre musical?

J'ai une grande admiration pour **Rossini**. Il occupe à mes yeux une place essentielle dans l'histoire de la musique. Sa liberté, sa propre vie et son génie m'ont toujours impressionné. Il a sorti l'opéra de son carcan en offrant une liberté nouvelle à la voix : il a totalement réinventé le chant lyrique. Du *Barbier* au *Voyage à Reims* en passant par *Cenerentola*, il a créé un style irrésistible – mais je suis sensible aussi à ses opéras sérieux, comme *Moïse* ou *Maometto II*, qu'on donne si rarement. Dans un tout autre genre, j'accorde un prix tout particulier à Bach. Il a beaucoup compté pour moi. Son oeuvre pour clavier (orgue, clavecin) et pour violoncelle est d'une précision qui n'empêche pas l'élévation spirituelle, mais pour ainsi dire la favorise. J'entends moins une froideur mathématique qu'un discours musical charriant toutes les émotions possibles. Bach est un passeur entre plusieurs mondes, indéfinissable et génial.



Comme vous le savez peut-être, je suis particulièrement sensible à **la musique pour piano** – j'en ai moi-même beaucoup joué et tente d'en jouer encore dès que j'ai le temps. L'oeuvre de **Schumann**

occupe une place à part : elle porte des images et des sentiments que je ne trouve nulle part ailleurs, avec une variété de tons unique. J'ai également un grand attachement à **Liszt, cet Européen** majeur, moderne résolu ancré dans la grande tradition : l'incandescence des Années de Pèlerinage reste intacte après tant d'années.

Propos recueillis par **Julien Vallet** pour **CLASSIQUENEWS** en
avril 2017.

Illustrations : © S de la Moissonnière 2017